

Conseil de Justice Environnementale
Réunion #1
Jeudi 28 juillet 2022
09:30–11:30
Procès-verbaux

Lieu de réunion : Webinaire Zoom

Documents de réunion : Ordre du jour, diapositives de présentation

Membres du Conseil présents :

- Peter Maathey
- Namrita Kapur
- Madeline Cook
- Lydia Lowe
- Marcos Luna
- Caroline Hon
- Ari Zorn
- Melissa Ferretti
- Patricia “Pat” Spence

Aucun membre du Conseil n'était absent à cette réunion.

Personnel du Bureau Exécutif de l'Énergie et des Affaires Environnementales (EOEEA) présent

- Secrétaire Bethany Card
- Rishi Reddi, Directrice de la Justice Environnementale
- Vallery Cardoso, Directeur Adjoint de la Justice Environnementale

Ordre du jour :

1. Accueil par la Secrétaire Card
2. Convocation et Aperçu de la Logistique de la Réunion
3. Présentation des Membres du Conseil de JE
4. Assermentation des Membres du Conseil
5. Aperçu / Discussion des Responsabilités Statutaires du Conseil de JE
6. Présentation & Discussion du Processus Proposé pour S'acquitter des Responsabilités Statutaires
7. Examen de la Définition de la « Population JE » dans MA
8. Prochaines Étapes et Ajournement

La réunion a commencé à 9h44 ; le début a été retardé en raison de difficultés avec les canaux d'interprétation vietnamiens et créoles haïtiens, qui semblaient être résolus au début de la réunion, mais une enquête ultérieure a montré que ce n'était peut-être pas le cas. Des canaux d'interprétation ont été mis à disposition avec succès pour l'Espagnol, le Portugais, le Créole Capverdien et le Mandarin.

Accueil :

La Directrice de la Justice Environnementale (JE) de EOEEA et l'animatrice, Rishi Reddi, a donné des instructions au public sur les chaînes linguistiques disponibles sur la plateforme Zoom. Elle a annoncé les membres du Conseil de Justice Environnementale (« Conseil ») et a présenté la Secrétaire de l'EOEEA, Bethany A. Card.

La Secrétaire Bethany A. Card a souhaité la bienvenue aux membres du conseil. Elle a expliqué que le Conseil est mandaté pour servir conformément au Chapitre 8 des Lois de 2021 « Une loi créant une feuille de route de nouvelle génération pour la politique climatique du Massachusetts ». Elle a également discuté du rôle du conseil pour conseiller l'EOEEA et ses bureaux en aidant à élaborer des stratégies de lutte contre le changement climatique, en menant une analyse complète de la définition de l'EJ, en augmentant la visibilité des questions d'EJ, et en formulant des conseils et des recommandations à l'administration. La Secrétaire Card a mentionné certaines des initiatives entreprises par l'administration, y compris le Groupe de Travail JE. Elle a parlé de l'importance du travail que fera le Conseil et les a remerciés pour leur service.

Convocation et Aperçu de la Logistique de la Réunion

Rishi Reddi a donné des instructions au public sur la façon de naviguer sur la plateforme Zoom. Elle a mentionné que des services d'interprétation sont fournis dans plusieurs langues pour promouvoir une participation publique inclusive et que le Conseil fonctionne en vertu de la Loi sur les Réunions Publiques. Elle a passé en revue les détails de la réunion et informé le public que les diapositives de présentation traduites seront disponibles sur le site Web du Conseil pour téléchargement dans un délai raisonnable.

Présentation des Membres du Conseil :

- **Madeline Fraser Cook** – Vice-présidente de la Société de Soutien aux Initiatives Locales.
- **Melissa Harding-Ferretti** - Présidente du comité de direction de Herring Pond Wampanoag Tribe. Elle est également membre élue du Conseil d'Administration de la ville de Bourne.
- **Caroline Hon** - Responsable sur le secteur MA de la Stratégie et de la Planification du Réseau de Gaz chez National Grid.
- **Namrita Kapur** - Opère dans le domaine de la philanthropie et Maître de Conférences à Yale School of Management.
- **Lydia Lowe** - Directrice Exécutive de Chinatown Community Land Trust à Boston.
- **Marcos Luna** - Professeur de géographie et de durabilité à Salem State University.

- **Peter Maathey** - Responsable de l'intégration de l'innovation chez Pacific Life et membre du Conseil d'Administration du Whittier Street Health Center.
- **Patricia Spence** - Présidente de l'Institut d'Agriculture Urbaine.
- **Ari Zorn** - Militant écologiste et entrepreneur en cannabis, membre du Conseil d'Administration de l'Equipe d'Action Environnementale de Berkshire (BEAT) et fondateur de Friends of Smiley's Pond.

Assermentation des Membres du Conseil :

Sean Pierce a procédé à l'assermentation des membres du Conseil.

Aperçu et Discussion des Responsabilités Statutaires du Conseil JE :

Rishi Reddi a expliqué que le Conseil a été créé par voie législative dans le but de fournir des recommandations à l'EOEEA pour garantir le respect des Principes de la JE. Elle a lu la définition des Principes de la JE conformément à la loi. Elle a également mentionné l'importance d'une participation significative du public qui influencerait les décisions du gouvernement. Elle a souligné certaines des principales initiatives de l'EOEEA (MEPA, CECP, évaluation de l'impact cumulatif) et a indiqué que la stratégie JE à l'échelle de l'EAE sera bientôt disponible pour commentaires publics. Elle a également lu les responsabilités spécifiques du Conseil.

Les membres du Conseil ont soulevé des questions sur la définition actuelle de la Population de la Justice Environnementale et ont discuté de certaines des complexités qui peuvent être présentes lors de la définition de la Population de la Justice Environnementale. Le conseil a discuté de la formule à envisager pour définir la Population de la Justice Environnementale.

Namrita Kapur a posé une question sur les problèmes soulevés par l'évaluation de la définition de la JE. Par exemple, dans la ville de Lexington, il y a une communauté de JE, mais le sénateur Barrett, à Lexington, a dit que ce n'était pas le cas. Rishi a répondu qu'elle aimerait parler davantage de ce problème.

Lydia Lowe demande pourquoi le revenu médian d'une municipalité (le 4^e critère dans la définition de JE) est important. Lydia a également mentionné le critère « les minorités représentent 40% ou plus de la population », indiquant que de nombreuses communautés se dispersent. Rishi a répondu que ce commentaire se rapportait à la question de Namrita en termes d'équilibre entre le revenu et la population minoritaire d'un quartier. Dans l'ancienne définition de la JE, il n'y avait que les trois premiers critères.

Marcos Luna a fait part de ses inquiétudes quant au fait que les revenus de l'État de l'Est pourraient ne pas être comparables aux revenus de l'État de l'Ouest. De plus, il existe de grandes

variations de revenus dans des zones plus petites, alors comment trouver des critères cohérents pour les variations dans les communautés ?

Lydia Lowe a mentionné que la formule devrait comporter des données démographiques plus inclusives qui comprennent une analyse historique, en supposant qu'une partie de la définition implique la mesure dans laquelle une communauté a fait face à la justice environnementale historiquement.

Rishi Reddi a fait remarquer que nous devons tenir compte de la dynamique des populations MA. Quelle sera la précision de cette définition au cours d'une année donnée ?

Ari Zorn a mentionné les barrières linguistiques et d'autres problèmes environnementaux tels que les enfants qui ne peuvent pas accéder à la rivière pendant les vagues de chaleur, les personnes vivant dans des zones contaminées et l'accès au logement.

Rishi a commenté le point soulevé précédemment par Lydia selon lequel nous devons examiner le point historique dans le contexte des impacts cumulatifs, c'est-à-dire la façon dont nous envisageons les problèmes de permis et d'autres problèmes à l'avenir dans les agences de l'EOEEA.

Caroline Hon a soulevé pour examen la question de savoir s'il est préférable d'être plus large et plus inclusif dans la définition ou de commencer petit et d'ajouter à la définition à mesure que le Conseil progresse dans son analyse.

Rishi Reddi a fait remarquer au Conseil que le statut exige qu'une analyse complète soit effectuée tous les 5 ans. Elle a également mentionné le pouvoir du Secrétaire de retirer des Groupes de Blocs ou des sous-parties de Groupes de Blocs de l'identification en tant que quartiers de JE et peut également identifier des groupes de sous-blocs en tant que quartiers de JE à la demande des résidents.

Madeline Fraser Cook a fait des commentaires concernant un processus clair d'engagement communautaire inclusif et de participation communautaire, ainsi que de la compréhension de ce qu'est l'engagement communautaire et de la transparence avec la communauté au sujet de ce processus. Madeline a commenté l'importance de la façon dont une communauté se perçoit et si ses membres se sentent reflétés dans la définition. Il faut un équilibre qualitatif et quantitatif.

Vallery Cardoso a lu une question qui a été tapée dans la boîte Zoom Q&A d'un membre du public. La question demandait qui a créé la définition de JE. Le membre du public a également commenté que des mots comme « manque » semblent centrer les personnes blanches.

Marcos Luna a répondu qu'il y avait une politique de JE depuis 20 ans. Il a donné un aperçu de l'historique de la définition et a déclaré que la définition originale est démographique, basée sur le statut de minorité, le revenu et la maîtrise limitée de l'anglais.

Discussion du Processus Proposé pour S'acquitter des Responsabilités Statutaires

Rishi a déclaré que le calendrier proposé pour terminer l'analyse complète est la fin de l'année et a nommé un certain nombre de décisions logistiques qui devaient être prises concernant le temps, le type, la fréquence, le lieu des réunions et les services linguistiques disponibles. Les membres du Conseil sont d'accord avec le calendrier proposé, mais le membre du Conseil, Marcos Luna, s'est dit préoccupé par le fait que l'échéancier est ambitieux et qu'il faudra peut-être plus de temps pour permettre au public de fournir de solides commentaires et de discuter.

Melissa Harding-Ferretti a également fait remarquer que nous aurions besoin de plus de temps.

Madeline Fraser Cook et Ari Zorn étaient d'accord avec les commentaires de Marcos Luna. Patricia Spence a exprimé sa préférence pour des réunions hybrides permettant aux membres du Conseil de faire connaissance en personne.

Caroline Hon était également d'accord pour tenir des réunions hybrides.

Peter Maathey était d'accord avec le calendrier.

Lydia Lowe a fait remarquer que le calendrier doit permettre la participation de la communauté et était d'accord pour des réunions hybrides, ainsi qu'un horaire alternatif pour les réunions.

Madeline Fraser Cook a ajouté que l'échéancier est ambitieux et qu'il pourrait être nécessaire de le revoir et suggère d'autres échéanciers pour que nous puissions inclure les emplois du temps des gens.

Rishi a demandé au Conseil si les réunions devaient être enregistrées. Lydia Lowe a exprimé sa préférence pour les réunions enregistrées car elles sont déjà publiques. Ari Zorn a exprimé sa préférence pour les réunions enregistrées. Vallery Cardoso a fait remarquer que les commentaires publics dans la boîte de questions-réponses exprimaient leur soutien à l'enregistrement des réunions.

Rishi Reddi a interrogé le Conseil sur la faisabilité de l'échéance de la mi-septembre. Peter Maathey a proposé de commencer par se réunir deux fois par mois et peut-être de réduire pour tenir compte de la date limite de réunion. Melissa Harding-Ferretti était d'accord.

Madeline Fraser Cook a proposé de réduire la durée d'une des deux réunions mensuelles.

Patricia Spence a convenu qu'une réunion pourrait être plus courte.

Lydia Lowe a mentionné que deux réunions par mois peuvent être accablantes compte tenu de la quantité de travail qui devra être effectuée avant les réunions.

Par le biais du canal de questions et réponses, les membres du public ont suggéré d'ajouter une ligne téléphonique parce que certains résidents n'ont peut-être pas accès à Internet à large bande et d'ajouter des sous-titres codés et une interprétation en Langue des Signes Américaine (ASL). Le public a également fait remarquer que le transport et le calendrier des réunions devraient être pris en compte et que l'hybride à distance serait plus accessible pour ASL. Rishi Reddi a mentionné que le formulaire de commentaires du public sera bientôt disponible sur le site Web du Conseil et a suggéré que le public utilise le formulaire pour fournir des commentaires supplémentaires.

Des questions / commentaires supplémentaires ont été fournis par le public (certains ont été prononcés directement par les membres du public, tandis que d'autres ont été tapés dans la boîte de questions et réponses et lus par Vallery Cardoso). Ces questions/commentaires sont :

- Les futures réunions virtuelles devraient inclure une ligne téléphonique, des interprètes en ASL et des sous-titres codés.
- La langue swahili peut être ajoutée sur demande lorsque l'audience publique affecte cette population. Le Conseil d'Aménagement Régional du Massachusetts Central (CMRPC) le fait dans les zones où il y a une concentration régionale de langues et il entreprend des programmes régionaux.
- Patricia Rocker a fait part d'une préoccupation concernant la représentation des communautés autochtones. Elle a déclaré que nous devrions reconnaître qu'il existe un grand nombre de communautés autochtones. Elle a également fait remarquer que l'État avait besoin d'une meilleure représentation autochtone. A ne pas se concentrer uniquement sur les tribus reconnues par le gouvernement fédéral. Diverses communautés autochtones peuvent se séparer pour diverses raisons, et cette structure historique de certaines communautés autochtones de MA a été dispersée. Elle a déclaré que certains groupes autochtones ne se sentaient pas bien représentés par la Commission du Massachusetts sur les Affaires Indiennes.
- Les communautés de Couleur sont touchées de manière disproportionnée par la pollution environnementale au-delà des inégalités de revenus.
- Il est essentiel que les communautés puissent examiner la définition.
- Si vous décidez de tenir des réunions en présentiel, veuillez prendre en considération les personnes handicapées.
- Veuillez envisager des réunions dans tout l'État afin que les communautés rurales y aient accès.

- Membre du public Alana Feaster - Si les membres de la communauté voulaient soumettre des documents au conseil, comment pourrions-nous le faire ? Rishi a répondu que cela peut être soumis via le formulaire sur la page Web du Conseil de JE qui sera bientôt opérationnel.

Éléments d'action :

1. Le Conseil doit tenir compte de la participation du public et de son influence sur les politiques et la prise de décisions.
2. Le Conseil doit examiner la définition de la Population de Justice Environnementale par rapport aux principes de JE.
3. La stratégie de JE à l'échelle de l'EAE sera bientôt mise à la disposition du public pour commentaires.
4. Le Conseil doit délibérer sur la tenue de réunions dans des communautés géographiquement diverses à travers le Commonwealth lors de la prochaine réunion.
5. Le Conseil doit délibérer sur l'hybride à distance, le lieu et le moment des réunions lors de la prochaine réunion. Le Conseil discutera également du service linguistique, de l'ASL et de la disponibilité du sous-titrage.
6. L'EOEEA téléchargera les procès-verbaux des réunions du Conseil sur le site Web, y compris la traduction.

Ajournement:

La réunion a été ajournée à 11 h 30. La date précise de la prochaine réunion n'a pas été fixée. Vallery Cardoso enverra au Conseil un sondage sur le calendrier doodle du Conseil pour planifier la prochaine réunion.

Résumé des questions soumises via Q&A sur Zoom :

Q1. Cette réunion sera-t-elle enregistrée ?

- A. Cette réunion n'a pas été enregistrée, mais les futures réunions du Comité de JE seront enregistrées.

Q2. Veuillez prendre en considération l'ASL et le sous-titrage.

- A. Toutes les réunions futures comprendront une interprétation en Langue des Signes Américaine (ASL). La plateforme Zoom inclut le sous-titrage. En bas de l'écran, sélectionnez le bouton « Transcription en direct » (« CC Live Transcript »), puis sélectionnez "Afficher les sous-titres" (« Show Subtitle »).

Q3. S'il y avait une demande spécifique pour une langue supplémentaire, le conseil envisagerait-il de l'ajouter ? Par exemple, s'il y avait un problème de JE particulier dans une communauté qui parle le swahili, une langue répandue dans la région de Worcester / Massachusetts Central. Au CMRPC, nous traduisons des documents pour notre plan régional en swahili. Je comprends le défi des ressources limitées.

- A. Oui, dans la mesure où les ressources le permettent et conformément à notre politique d'accès linguistique, nous accepterons les demandes d'interprétation et de traduction dans d'autres langues jusqu'à 48 heures avant le début de la réunion. Nous essaierons de répondre aux demandes qui nous parviennent moins de 48 heures avant le début de la réunion.

Q4. Si vous décidez de tenir des réunions en présentiel, veuillez tenir compte que les réunions à distance et/ou hybrides peuvent être plus accessibles aux personnes handicapées. Pour celles en présentiel, veuillez considérer les services ASL et CART, les options de transport, les horaires, etc.

- A. Nous sommes en train d'embaucher un consultant pour aider à la logistique des réunions hybrides. Nous envisageons de commencer les réunions hybrides du Conseil de JE fin octobre. Ces considérations seront discutées avec le consultant une fois qu'il sera embauché.

Q5. Si vous vous rencontriez en présentiel, déplacerez-vous la réunion dans tout le Commonwealth afin que nous puissions atteindre des communautés de JE géographiquement diverses ? Assurez-vous de communiquer avec les communautés rurales. La large bande peut être un défi pour les habitants des communautés rurales.

- A. Des réunions hybrides seront organisées dans différents endroits du Commonwealth avec différentes options pour participer virtuellement et par téléphone. Nous sommes en train de recruter un consultant pour gérer la logistique des réunions hybrides afin de garantir qu'elles soient aussi accessibles que possible, en tenant compte des zones géographiquement diverses du Commonwealth.

Q6. J'ai une série de questions concernant les commentaires/contributions du public : les commentaires envoyés par chat/questions-réponses seront-ils compilés et inclus dans le procès-verbal de la réunion ? Serait-il possible de rendre publiques les questions publiques au lieu de les rendre uniquement visibles par les membres du conseil/le personnel de l'EAE ? Le personnel de l'EAE répondra-t-il aux questions posées par le public dans la mesure où il s'agit de questions empiriques/factuelles ? Ces procès-verbaux seront-ils inclus sur le site ?

- A. Les questions soumises sur les Q&R ne deviennent publiques dans la zone Zoom Q&R qu'une fois qu'elles ont reçu une réponse du Comité de JE ou de tout panéliste. Cependant, toutes les questions envoyées via Q&R, qu'on y ait répondu ou non pendant

la réunion, sont résumées et répondues ici dans le procès-verbal de la réunion. Les questions qui faisaient double emploi ont été résumées en une seule question qui apparaît dans ce procès-verbal. Les personnes ayant des questions empiriques ou factuelles spécifiques peuvent être invitées à soumettre ces questions via le processus de soumission qui apparaît sur la page Web du CJE si elles ne sont pas pertinentes pour la discussion de l'EJC ou en raison de contraintes de temps. La case de soumission en ligne est cochée régulièrement. Les procès-verbaux seront affichés ici : <https://www.mass.gov/event/july-28-2022-meeting-of-the-environmental-justice-council-ejc-2022-07-28t093000-0400-2022-07-28t113000-0400>

Q7. Comment intègre-t-on le Conseil de JE ?

- A. Les personnes sont recommandées au Bureau du Gouverneur pour participer au Conseil de JE et sont soumises à un processus d'approbation qui comprend une vérification des antécédents.

Q8. Pourquoi une personne d'une compagnie de gaz est-elle autorisée dans un Conseil de JE ?

- A. Chaque membre du Conseil de JE apporte une perspective unique au Conseil en raison de ses expériences et de ses antécédents divers. Les représentants des entreprises de services publics peuvent fournir un point de vue qui peut ne pas être vu par d'autres. De plus, c'est l'occasion d'impliquer les services publics dans la mise en œuvre des principes de JE dans leurs actions.

Q9. Comme la législation de la Passerelle vers le Changement Climatique de l'EAE du MA et le Plan d'Action Climatique du comté de Barnstable se concentrent sur la terre et la juridiction du Plan Océan commence à 0,3 mille de la terre, qui est responsable des problèmes climatiques de JE dans les baies côtières (0,0-0,3 mille de la côte) ?

- A. L'EAE dispose d'un Groupe de Travail sur la Justice Environnementale (EJTF) composé de représentants de chacune de nos agences et bureaux. Tyler Soleau (tyler.soleau@mass.gov), directeur adjoint d'Aménagement des Zones Côtières (CZM), est membre de l'EJTF et peut être un bon contact pour vous.

Q10. Qui/quel organisme a créé la définition de la population de JE, y compris la langue et les mots utilisés ? Quel est le processus de modification du libellé pour qu'il soit moins axé sur les déficits et plus inclusif ? Des mots comme « manque » et « minorité » sont basés sur le déficit et centrent les personnes blanches.

- A. La définition de la population de JE a évolué à partir des travaux du Comité Consultatif de la Justice Environnemental du Massachusetts, qui a été convoqué en 2000, puis a été adoptée dans les politiques JE de l'EAE de 2002 et 2017, et a été codifiée sous une forme légèrement différente dans *Une Loi Créant une Feuille de Route de Prochaine Génération pour la Politique Climatique* adoptée en mars 2021. Le Conseil de JE est chargé d'examiner la définition de JE.

Q11. Comment les communautés renforcent-elles les projets qui, nous l'espérons, seront examinés par ce conseil ?

- A. L'objectif principal du CJE tel qu'énoncé dans le statut, est le suivant : « Il doit y avoir un conseil de justice environnementale pour conseiller et fournir des recommandations au secrétaire à l'énergie et aux affaires environnementales sur les politiques et normes pertinentes pour atteindre les principes de justice environnementale. Le conseil de justice environnementale doit mener une analyse complète tous les 5 ans... pour s'assurer que la définition de la population de justice environnementale atteint les objectifs des principes de justice environnementale. » Cependant, les questions et commentaires sur des projets spécifiques peuvent être envoyés au CJE ici : <https://www.mass.gov/forms/submit-a-question-or-comment-to-the-environmental-justice-council>

Q12. La charge énergétique devrait être une variable dans la définition du CJE. Nous avons des disparités importantes en matière de revenus et de coût de la vie dans le Massachusetts, ce qui fait de la charge énergétique quelque chose qui mérite d'être exploré.

- A. Merci pour cette contribution. La charge énergétique sera discutée au fur et à mesure que le CJE poursuivra ses échanges.